

Avec la tête, le coeur et la main :
Voie de sortie de la crise de l'école publique



Document de fond de l'Union Démocratique du Centre

janvier 2026

De quoi s'agit-il ?

L'école publique suisse, qui garantissait autrefois une formation de base solide et constituait un tremplin pour l'ascension sociale, traverse aujourd'hui une crise profonde et alarmante. Les expériences idéologiques, les exigences irréalistes et l'immigration incontrôlée ont considérablement abaissé le niveau d'éducation et systématiquement sapé les structures éprouvées de notre système éducatif.

Nous avons tous la responsabilité de dénoncer ces évolutions inquiétantes et de présenter des solutions concrètes et réalisables. En tant que parti qui s'est toujours engagé en faveur de la préservation des valeurs suisses, nous ne pouvons pas rester les bras croisés et regarder les fondements de notre société – dont l'éducation de nos enfants est centrale – être systématiquement détruits.

La première partie de ce document présente des exemples illustrant le problème, mettant en avant les retours que l'UDC a reçus de ses responsables de l'éducation, des enseignants et des parents.¹ Chaque exemple est comme une pièce d'un puzzle. Ensemble, ces exemples donnent une image globale de la crise que traverse l'école primaire.

Dans la deuxième partie, l'UDC formule des solutions concrètes. Il s'agit principalement de l'acquisition de la langue, de la bonne organisation des progrès d'apprentissage et des performances individuelles. Ces solutions partent du principe que le fédéralisme s'applique à l'école primaire et qu'il est un moteur pour une bonne éducation.

¹ [SVP Schweiz - Schule in Not – Zeit für einen Aufbruch](#)

Table des matières

Partie 1. Problème : la crise de l'école publique suisse	4
1.1 Les spécialistes de l'éducation de l'UDC mettent en évidence les problèmes rencontrés dans l'école publique	4
1.2 Des études confirment le déclin de l'école publique	5
1.3 La crise de l'école publique fait l'objet d'un large débat dans les médias.....	8
1.4 Les enseignants en appellent aux politiciens, les questions restent actuelles	9
1.5 L'immigration est un fardeau pour le système éducatif	11
1.6 Les réformes éducatives ratées ont des conséquences désastreuses	12
Teil 2. Solutions : pour une école publique forte et pérenne	14
2.1 La primauté du fédéralisme	14
2.2 Les élèves doivent maîtriser la langue d'enseignement.	14
2.3 La responsabilité parentale doit être appliquée	15
2.4 La proportion d'enfants allophones dans les classes doit être limitée.	15
2.5 La performance individuelle doit être récompensée	16
2.6 L'école publique doit se concentrer sur l'essentiel	16
2.7 Il faut renforcer le rôle de l'enseignant	17
2.8 L'enseignement intégratif a échoué et doit être abandonné	18
2.9 Lehrplan21 doit être revu en profondeur.....	18
2.10 La qualité de l'école doit être garantie par des évaluateurs externes	19
2.11 Il faut promouvoir le fédéralisme en matière d'éducation ; les programmes nationaux doivent être supprimés.	19
2.12 La formation des enseignants doit être axée sur la pratique	19
2.13 Le financement de l'école doit être axé sur l'efficacité et les résultats	20
2.14 Il faut une répartition des moyens axée sur les performances	20
2.15 Il faut du contenu hors ligne, des interactions et des activités manuelles	20
2.16 La promotion des talents doit faire partie intégrante de la mission scolaire.....	21
2.17 Une orientation professionnelle précoce ouvre des perspectives	22
2.18 Les enfants doivent rester actifs	22
3. Conclusion : se concentrer sur les atouts de la Suisse	22
Annexe : Aperçu et regroupement des propositions formulées dans la 2 ^e partie	23

Partie 1. Problème : la crise de l'école publique suisse

1.1 Les spécialistes de l'éducation de l'UDC mettent en évidence les problèmes rencontrés dans l'école publique

La mission première de l'école – la qualification – n'est plus remplie

En 2025, l'UDC Suisse a mené une enquête auprès de ses experts en éducation. Des enseignants et des élus politiques, tels que des conseillers scolaires cantonaux ou des membres de commissions scolaires, ont été consultés. Ils ont tous décrit librement et à l'aide d'exemples concrets et flagrants les problèmes rencontrés dans l'école publique suisse. Les problèmes les plus fréquemment cités sont les suivants :

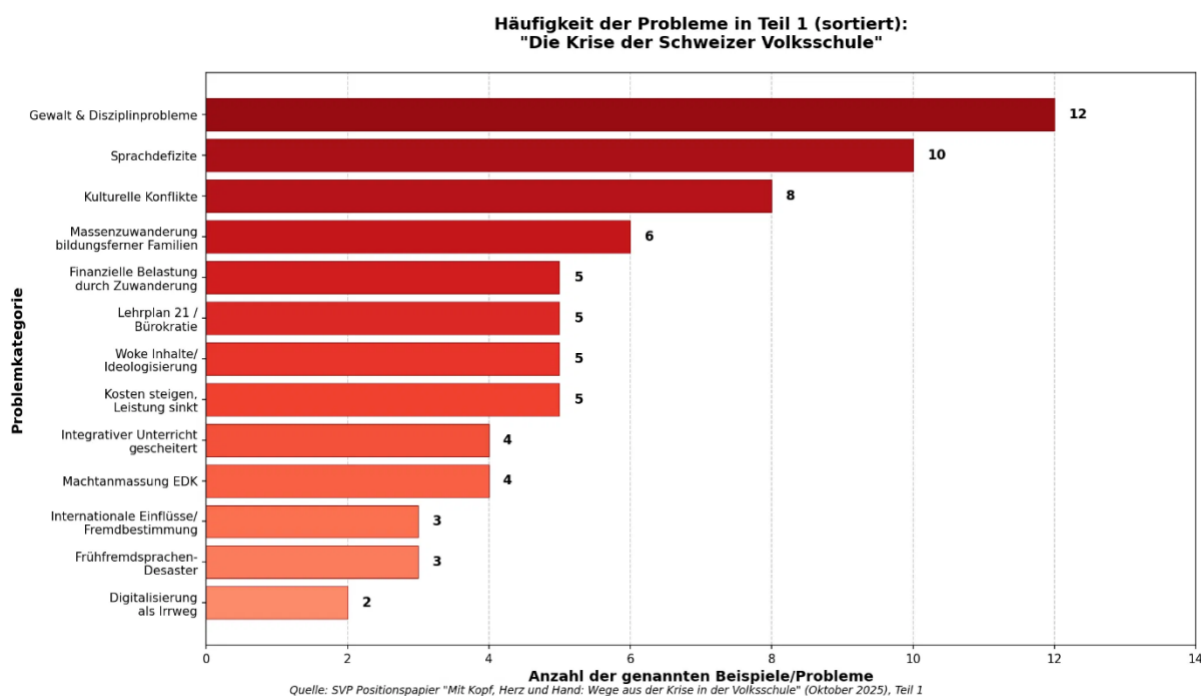


Figure 1: Fréquence des problèmes mentionnés à l'école primaire ; enquête menée auprès d'experts en éducation de l'UDC en 2025. Source : graphique propre.

La répartition de la fréquence des problèmes cités est frappante. Bon nombre des problèmes fréquemment mentionnés sont liés à l'immigration de masse : lacunes linguistiques, conflits culturels ou immigration massive de familles peu instruites. Mais la bureaucratie éducative est également un problème. Cela inclut notamment Lehrplan21 (Suisse alémanique / Tessin), l'augmentation des coûts dans le système éducatif, le rôle de la Conférence des directeurs de l'instruction publique qui influencent l'école primaire. Le troisième grand problème concerne l'air du temps. Les contenus politiquement motivés dans l'enseignement et la numérisation irréfléchie sont ici les points les plus importants.

Le sondage réalisé auprès des experts en éducation de l'UDC dresse un tableau alarmant : l'école publique suisse est en crise. De nombreuses réponses parlent même d'un « désastre ».

1.2 Des études confirment le déclin de l'école publique

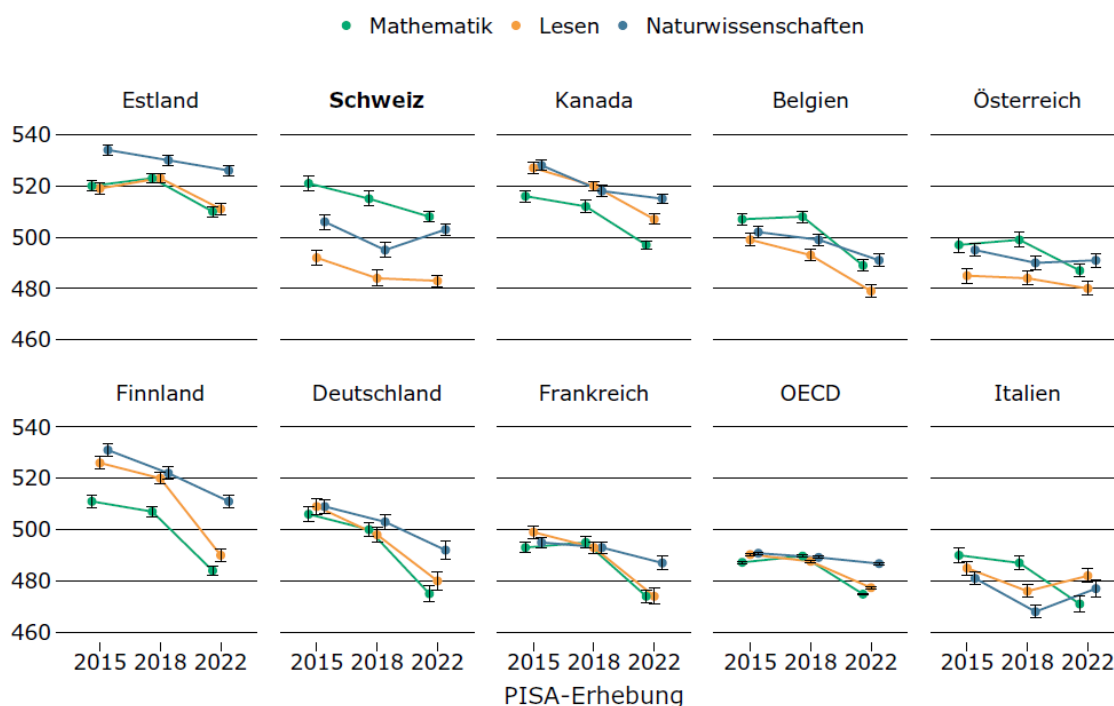
Cette image est également dressée par des institutions qui ne sont pas proches de l'UDC. Des études comparatives à grande échelle confirment la baisse des performances de l'école primaire en Suisse.

Depuis 2015, **l'étude PISA 2022** compare les performances en mathématiques, en lecture et en sciences naturelles entre différents pays² :

- Les performances en mathématiques des élèves suisses affichent un recul statistiquement significatif. En 2015, les élèves âgés de 15 ans ont obtenu en moyenne 521 points, contre 515 points en 2018 et seulement 508 points en 2022, soit une baisse de 13 points en 7 ans. La proportion d'élèves faibles est passée de 16% (2015) à 19% (2022), tandis que la proportion d'élèves forts a diminué de 19% à 16%.
- Les compétences en lecture affichent également une évolution négative. La proportion d'élèves n'atteignant pas le niveau minimum a augmenté de manière statistiquement significative, passant de 20% (2015) à 25% (2022) ; cela signifie qu'un jeune Suisse sur quatre ne sait pas lire correctement.
- Les performances en sciences naturelles ont baissé de 506 points (2015) à 495 points (2018), mais se sont redressées en 2022 pour atteindre 503 points. Cette stagnation n'est qu'une maigre consolation et ne peut en aucun cas compenser la baisse des performances en mathématiques et en lecture.

² Erzinger, A.B., Pham, G., Propsperi, O. & Salvisberg, M. (2023). *PISA 2022. Die Schweiz im Fokus*. Université de Berne.

Durchschnittliche Leistung im Trend für alle drei Domänen von PISA 2015 bis PISA 2022 in der Schweiz und in den Vergleichsländern



Anmerkung: In der Abbildung sind nur die Standardfehler jeder Messung dargestellt. Die Standardfehler der Differenzen sowie die Link Errors sind nicht grafisch dargestellt. Bei der Interpretation der grafischen Darstellung muss berücksichtigt werden, dass aus Gründen der Lesbarkeit auf der y-Achse nur eine Spannweite von 80 Punkten der globalen PISA-Skala abgebildet wurde. Die Länder sind nach absteigendem Mittelwert in Mathematik in PISA 2022 angeordnet.

Figure 2: Performances moyennes dans la tendance pour les trois domaines de PISA 2015 à PISA 2022.
Source : PISA 2022 (2023), S. 31.

En Suisse, on aime souligner que, malgré une baisse des performances, le pays obtient de meilleurs résultats que la plupart des autres pays européens. Cela n'est vrai qu'en partie. La Suisse figure clairement parmi les meilleurs pays européens, mais elle n'est pas seule en tête. En mathématiques, elle est par exemple dépassée par l'Estonie. En lecture, elle est également dépassée par le Royaume-Uni, la Finlande et, hors d'Europe, par les États-Unis. Si l'on élargit le champ de comparaison, la Suisse est systématiquement devancée par les pays asiatiques dans toutes les catégories. Cela ne peut pas être notre objectif.

L'évaluation des compétences de base ÜGK 2023 a testé environ 18'500 élèves à la fin de la 11^e année scolaire dans 1'800 écoles. Ces résultats montrent également des lacunes considérables³ :

³ Erzinger, A. B., Angelone, D., Locher, F. M., Prosperi, O., Salvisberg, M., & Tomasik, M. J. (Hrsg.). (2025). *Rapport national sur l'évaluation de l'acquisition des compétences de base cofo 2023, Langues en 11^e année scolaire : une contribution au monitoring de l'éducation en Suisse*. Interfaculty Centre for Educational Research (ICER), Université de Berne.

- Langue scolaire (lecture) : dans toute la Suisse, 82% des élèves acquièrent les compétences de base en lecture. Cela signifie que 18% n'atteignent pas ces compétences. Les écarts entre les cantons sont considérables (de 69% à 87%).
- Orthographe : en allemand, 84% acquièrent les compétences de base (16% ne les acquièrent pas). En français, les résultats sont particulièrement alarmants : seuls 41% atteignent les compétences de base, ce qui signifie que 59% ne les atteignent pas.
- Langues étrangères : en compréhension écrite de l'allemand en langue étrangère, seuls 52% atteignent les compétences de base (48% ne les atteignent pas). En compréhension orale, ce chiffre s'élève à 58% (42% ne les atteignent pas).

Le résumé des résultats reprend, dans un langage plus nuancé, ce que confirment les experts en éducation de l'UDC. La maîtrise insuffisante d'une langue nationale et l'immigration de masse entraînent une baisse considérable des performances :

Ausgewählte Ergebnisse aus dem nationalen Erstbericht zur ÜGK 2023

Unterschiede im Erreichen der Grundkompetenzen nach der zu Hause gesprochenen Sprache der Schülerinnen und Schüler sind bei statistischer Kontrolle des Geschlechts, der sozialen Herkunft und des Migrationshintergrunds vor allem in den beiden Kompetenzbereichen Lesen in der Schulsprache (L1) und Orthografie in der Schulsprache (L1) feststellbar. Die grössten – und auch statistisch signifikanten – Unterschiede in den beiden Kompetenzbereichen zeigen sich dabei zwischen Schülerinnen und Schülern, die zu Hause ausschliesslich die Schulsprache sprechen, und solchen, die zu Hause ausschliesslich mindestens eine andere Sprache als die Schulsprache sprechen, wobei letztere die Grundkompetenzen deutlich weniger oft erreichen.

Mit Blick auf den Migrationshintergrund der Schülerinnen und Schüler treten bei statistischer Kontrolle des Geschlechts, der sozialen Herkunft und der zu Hause gesprochenen Sprache die grössten – und auch statistisch signifikanten – Unterschiede in den Kompetenzbereichen Lesen in der Schulsprache (L1) sowie Leseverstehen und Hörverstehen der Fremdsprache (L2/L3) Deutsch auf, wobei vor allem Schülerinnen und Schüler mit Migrationshintergrund der ersten Generation im Vergleich zu solchen ohne Migrationshintergrund die Grundkompetenzen weniger oft erreichen.

Figure 3: Extrait choisi cofo 2023. Source : <https://www.cofo-suisse.ch/cofo-2023/>

Une analyse approfondie de ces résultats montre une baisse des performances dans tous les cantons. Celle-ci est indépendante des ressources utilisées, de l'intégration départementale de l'école, du degré d'autonomie ou d'autres facteurs. L'école primaire perd partout en efficacité.

Les résultats de ces études sont résumés par Stefan Wolter, expert renommé en matière d'éducation, dans une interview accordée à la NZZ (22.05.2025) :

« En réalité, nous avons tous régressé en Suisse. »⁴

⁴ [Schweizer Bildungskrise: mehr Gutasgebildete, schlechtere Leistungen](#)

1.3 La crise de l'école publique fait l'objet d'un large débat dans les médias

La crise dans l'enseignement primaire est désormais évidente. La presse, même les journaux de gauche, en discutent largement, comme le montrent les exemples suivants :

Massive Probleme bei Einschulung

Jedes dritte Kind kann nicht richtig Deutsch!

Figure 4: « Un enfant sur trois ne maîtrise pas correctement l'allemand ! » - Extrait du Blick, 27.10. 2025.
Source : <https://www.blick.ch/politik/massive-probleme-bei-einschulung-jedes-dritte-kind-kann-nicht-richtig-deutsch-id21361408.html>

- [«Dauert die jetzige Situation an, droht ein Scherbenhaufen»: Integrierte Schule bringt Lehrpersonen an den Anschlag](#), 08.08.2024, Aargauer Zeitung
- [Krise in der Volksschule: Ist die «Schule für alle» gescheitert?](#), 29.10.2024, Radio SRF 1
- [An dieser Luzerner Strasse hat kein Kind Muttersprache Deutsch](#), 11.02.2025, Nau.ch
- [Harcèlement entre élèves: comment les écoles romandes ont renforcé leur arsenal](#), 17.02.2025, Le Temps
- [Les défis des patrons face à leurs nouveaux apprentis](#), 12.06.2025, Bilan
- [«Niveau im Sinkflug»: Schulkinder haben immer mehr Mühe mit Deutsch](#), 16.08.2025, Tagesanzeiger
- [Rentrée scolaire: On demande une multitude de compétences aux élèves, il va falloir faire des choix](#), 17.08.2025, Le Temps
- [Mehr Lehren, weniger Integration: Die Schulen brauchen eine Rückbesinnung aufs Wesentliche](#), 25.08.2025, NZZ
- [«Vor lauter Reformen und Integration ging vergessen, worum es in der Schule geht: ums Lernen»](#), 27.08.2025, Tagesanzeiger
- [“Mi sono sentito un fallito”](#), 03.09.2025, RSI Info
- [Suisse: un jeune sur quatre ne sait pas bien lire](#), 16.09.2025, 24 Heures
- [Docenti ticinesi sommersi da lavoro e burocrazia?](#), 22.09.2025, RSI Info
- [«Jedes dritte Kind kann nicht richtig Deutsch»](#), 27.10.2025, Blick
- [A bout, les profs neuchâtelois craquent face aux élèves ingérables](#), 06.11.2025, Blick.fr
- [Ausländische Kinder kommen in der Schule sprachlich nicht nach](#), 03.12.2025, Watson
- [Sprachkompetenzen von Kindern mit Migrationshintergrund klaffen auseinander](#), 03.12.2025, BZ Basel



Figure 5: « Plus d'enseignants mais moins d'intégration : les écoles ont besoin de revenir à l'essentiel. »
Extrait de la NZZ, 25.08.2025.

Source : <https://www.nzz.ch/meinung/mehr-lehren-weniger-integration-die-schulen-brauchen-eine-rueckbesinnung-aufs-wesentliche-ld.1898574>

1.4 Les enseignants en appellent aux politiciens, les questions restent actuelles

La lettre adressée par le corps enseignant de l'école Barblan à Coire à la directrice de l'école régionale est particulièrement impressionnante, mais elle n'est de loin pas un cas un cas isolé. Sur la première page, le corps enseignant expose clairement le problème :

Corps enseignant
Unité scolaire de Barblan
Barblanstrasse 17
7000 Coire

Madame
Ursina Patt
Directrice scolaire, École municipale de Coire
Rathaus Poststrasse 33
Case postale 810
7001 Coire

Coire, le 25 juillet 2021

Chère Ursina,

Peu avant la fin de l'année scolaire 2019/2020, certains représentants du corps enseignant de l'école de Barblan ont eu un entretien avec Madame Martina Staiger. Le contenu de cette discussion portait notamment sur la proportion importante d'élèves allophones et sur les difficultés qui en découlent pour assurer un enseignement régulier.

La problématique de l'insuffisance des connaissances en allemand de nos élèves nous occupe depuis de nombreuses années. Cette situation s'est encore aggravée au cours des deux à trois dernières années. Nous devons constater que nous avons des classes dans lesquelles il n'y a pratiquement plus de parents dont la langue maternelle est l'allemand. Ainsi, l'élément pourtant essentiel du « bain linguistique en allemand » n'est plus possible. Souvent, les enfants n'entendent l'allemand grammaticalement correct que de la part du personnel enseignant.

La problématique du manque de connaissances en allemand est désormais si grave que les moyens d'enseignement obligatoires ne peuvent être utilisés qu'après adaptation, en raison d'un vocabulaire insuffisant. Depuis des années, nous, enseignants de l'école de Barblan, sommes spécialisés dans l'adaptation des objectifs d'apprentissage. Nous arrivons toutefois aujourd'hui à nos limites et ne savons plus comment simplifier davantage les contenus d'apprentissage sur le plan linguistique.

Bien que les éducateurs de l'enfance, les titulaires de classe, les enseignants de branches spécialisées, les pédagogues spécialisés et la direction scolaire aient conjointement défini le renforcement des compétences en allemand comme priorité du programme scolaire de notre établissement, la mise en œuvre du programme d'études dans nos classes pose de grandes difficultés.

Il ne faut pas non plus sous-estimer les problèmes sociaux, religieux et culturels qui pèsent sur nombre de nos élèves et qui peuvent également entraîner des troubles du comportement. De plus en plus souvent, nous scolarisons également des enfants

Figure 6: Lettre du corps enseignant de Barblan à la directrice de l'école de Coire, page 1. Source : lettre (traduction UDC)

La résolution de ces problèmes dépasse clairement le cadre des compétences et des responsabilités du corps enseignant. C'est pourquoi celui-ci adresse des questions très concrètes à sa direction :

traumatisés issus de familles traumatisées, qui ont vécu et dû surmonter des expériences de guerre et de fuite.

- Quelle peut être la proportion maximale d'enfants allophones dans une classe ?
- Quelle taille peuvent avoir des classes dans lesquelles la grande majorité des enfants est allophone ?
- Combien d'enfants ayant des besoins éducatifs particuliers intégrés, avec ou sans adaptations des objectifs d'apprentissage, une classe peut-elle accueillir ?
- Combien d'enfants ISS peuvent être encadrés dans une même classe ?
- Combien de personnes enseignantes et d'encadrement présentes simultanément dans une salle de classe sont réellement favorables à l'apprentissage ?
- Vers quelles structures pouvons-nous orienter les enfants qui ne sont plus supportables pour une classe, lorsque les classes Time-out ou Time-Win ne peuvent plus accueillir d'élèves ?
- Pouvons-nous encore parler d'égalité des chances dans notre école ?
- Devons-nous continuer à nous inquiéter pour la santé de nos collègues enseignants ?

En annexe, vous trouverez un aperçu de la composition de nos classes, qui montre clairement pourquoi nous sommes amenés à nous poser ces questions.

Nous vous remercions de prendre nos préoccupations et nos inquiétudes au sérieux. Nous espérons pouvoir, ensemble, améliorer cette situation difficile pour les élèves, les parents et les enseignants de l'école de Barblan.

Nous attendons volontiers votre réponse et restons à disposition pour des échanges complémentaires, orientés vers des solutions.

Avec nos salutations distinguées,

Le corps enseignant de l'unité scolaire de Barblan

Figure 7: Lettre du corps enseignant de Barblan à la directrice de l'école de Coire, page 2. Source : lettre (traduction UDC)

Ces questions restent actuelles, notamment parce que les responsables politiques n'y ont pas encore répondu. Pire encore : pendant longtemps, les responsables politiques ont fait bonne figure malgré la situation difficile et ont minimisé les problèmes de l'école primaire. Les problèmes sont restés et se sont aggravés.

On peut classer ces problèmes en deux grandes catégories :

- L'immigration pèse sur le système éducatif
- Les réformes éducatives ratées ont des conséquences désastreuses.

1.5 L'immigration est un fardeau pour le système éducatif

L'immigration incontrôlée de ces dernières décennies a poussé le système éducatif suisse à ses limites et a considérablement abaissé le niveau d'éducation. Ce qui était autrefois présenté par les politiciens de gauche et les idéologues de l'éducation comme un enrichissement culturel s'avère aujourd'hui être un fardeau structurel considérable pour les écoles, les enseignants et les élèves autochtones. L'immigration pèse sur l'école primaire de différentes manières :

- **La forte proportion d'élèves étrangers sans connaissances linguistiques dans les classes rend l'apprentissage impossible** : Une forte proportion d'élèves étrangers dans les classes s'accompagne souvent d'un manque de compétences dans la langue d'enseignement. Si les enfants ne comprennent pas ce qui leur est enseigné, ils ne peuvent pas apprendre. Si les enseignants doivent donner un cours de français avant chaque cours spécialisé, ils ralentissent les progrès d'apprentissage des enfants qui maîtrisent la langue d'enseignement.
- **Les familles peu instruites offrent peu de soutien à leurs enfants** : La proportion sans cesse croissante d'enfants issus de familles dites « éloignées de l'éducation » est particulièrement problématique. Cet éloignement est beaucoup plus fréquent parmi les familles immigrées que parmi les familles dont les parents ont fréquenté les écoles en Suisse.
- **L'immigration entraîne une charge financière pour l'école** : les répercussions financières de l'immigration sur l'école primaire sont dramatiques et mesurables. D'une part, il s'agit des coûts plus élevés liés à l'enseignement linguistique supplémentaire et d'autre part, les mesures supplémentaires de soutien et d'inclusion génèrent également des coûts. Il est en outre rare que l'on procède à un contrôle des résultats.
- **L'immigration entraîne des problèmes de violence et de discipline à l'école** : les statistiques sur la violence dans les écoles suisses montrent une évolution inquiétante. La violence à l'école est en augmentation. Les élèves, pour la plupart d'origine étrangère, harcèlent d'autres élèves. Les écoles peinent et hésitent à faire respecter la discipline.
- **L'immigration entraîne des conflits culturels à l'école** : Ce phénomène s'intensifie. Cela concerne à la fois les élèves qui refusent d'obéir aux enseignants et les parents qui s'opposent à l'école. Les schémas généraux de rejet de l'enseignement scolaire spécialisé sont de plus en plus marqués.

1.6 Les réformes éducatives ratées ont des conséquences désastreuses

Au cours des deux dernières décennies, le paysage éducatif suisse a été balayé par une vague de réformes idéologiques qui ont systématiquement et manifestement abaissé le niveau d'éducation. Souvent présentées sous le prétexte séduisant de la modernisation et de l'internationalisation, ces réformes se sont révélées être des expériences coûteuses et néfastes qui ont gravement nui à la qualité de l'éducation. Parmi celles-ci, on peut citer :

- **Lehrplan 21 (Suisse alémanique), un monstre bureaucratique** : Les enseignants consacrent plus de temps à la documentation, aux grilles de compétences et aux tâches administratives qu'à l'enseignement proprement dit. L'accent mis sur les compétences plutôt que sur la transmission des connaissances entraîne des procédures d'évaluation fastidieuses. De plus, la liberté pédagogique est limitée par des directives standardisées.

- **L'échec catastrophique de l'école « intégrative » (ou inclusive) :** Dans la pratique, l'enseignement intégratif a conduit à des situations chaotiques qui rendent l'apprentissage difficile pour toutes les personnes concernées. L'enseignement intégratif réduit les performances et la motivation à l'école et rend l'apprentissage particulièrement difficile pour les plus faibles.
- **Influences internationales - exemples concrets d'ingérence étrangère :** De plus en plus, les soi-disant réformes sont impulsées par des influences ou des instances internationales. Or, l'enseignement public est une affaire locale et personnelle et il est impossible de l'internationaliser. De plus, ces intégrations internationalistes entraînent toujours une perte de souveraineté.
- **Contenus « woke » et idéologisation :** ces facteurs sont implicitement et explicitement présents dans toutes les « réformes ». Ils sont présentés sous le couvert de l'acquisition de compétences. En réalité, il ne s'agit que d'activisme politique dans les écoles. Ils véhiculent une image partielle et diluent la véritable mission de l'école primaire.
- **L'usurpation de pouvoir de la CDIP :** la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique s'arroge des tâches et des rôles qui ne lui reviennent pas. Elle devrait se contenter de faciliter les échanges entre les directeurs cantonaux de l'instruction publique. Au lieu de cela, elle est en train de devenir le quatrième pouvoir de l'État, alors qu'elle n'a pas de mandat démocratique légitime pour cela. Elle abuse de son rôle en imposant des directives aux cantons.
- **La numérisation unilatérale, une voie erronée :** la numérisation est un processus complexe. Souvent, les écoles se sont laissées aller à l'air du temps. Au lieu d'analyser la complexité du processus et de réfléchir à ce qui peut être numérisé, elles ont plongé les élèves dans la numérisation sans préparation, négligeant ainsi de nombreuses autres compétences.
- **L'apprentissage précoce des langues étrangères comme obstacle supplémentaire à la promotion des langues :** l'introduction de deux langues étrangères à l'école primaire a conduit à un désastre éducatif. Les élèves ont besoin de solides connaissances de la langue d'enseignement pour réussir. L'apprentissage précoce de deux langues étrangères constitue une charge supplémentaire importante, car il réduit le nombre d'heures consacrées à l'enseignement des matières et dilue les connaissances de la langue d'enseignement.
- **Démantèlement du fédéralisme et renforcement de la centralisation :** le fédéralisme est un système d'apprentissage. Il s'agit d'une compétition d'idées où les cantons peuvent apprendre les uns des autres, tester de nouvelles idées et corriger rapidement leurs erreurs. Une uniformisation nationale croissante ou des problèmes nationaux affaiblissent cette compétition d'idées et conduisent ainsi à une baisse de l'innovation et de la qualité.

Teil 2. Solutions : pour une école publique forte et pérenne

2.1 La primauté du fédéralisme

Le fédéralisme est l'une des forces de la Suisse. Il stimule la concurrence entre les cantons en matière d'implantation et de système et favorise ainsi la proximité avec les citoyens, l'innovation et la recherche de la qualité. Le fédéralisme est également un atout majeur dans le domaine de la politique éducative. La politique éducative doit donc donner la priorité au fédéralisme.

Les cantons doivent être en mesure de développer et de mettre en œuvre les contenus scolaires, l'organisation scolaire et les programmes d'enseignement. À l'inverse, la Confédération ne doit pas réglementer le système scolaire. L'article 62 de la Constitution fédérale attribue clairement les compétences en matière scolaire au niveau cantonal. La Confédération elle-même dispose d'une compétence limitée pour réglementer certaines conditions-cadres lorsque les cantons ne parviennent pas à se coordonner.

Outre le début de l'année scolaire, cette compétence concerne exclusivement l'âge d'entrée à l'école et la scolarité obligatoire, la durée et les objectifs des niveaux d'enseignement et de leurs transitions, ainsi que la reconnaissance des diplômes. La Constitution fédérale précise encore cette compétence en stipulant dans le même article que les cantons ont une obligation de coopération « particulièrement importante ». Il est important de noter que la Confédération n'a pas la compétence d'élaborer ou de mettre en œuvre des contenus scolaires, l'organisation scolaire et les programmes d'enseignement, et encore moins de les imposer aux cantons.

Outre les aspects réglementaires et formels, la primauté du fédéralisme joue un rôle particulier en raison des nombreux cantons et régions multilingues du pays. La gestion du multilinguisme et des coutumes et cultures particulières de la Suisse à l'école doit être réglementée de manière pragmatique et « ascendante », en particulier dans ces cantons et régions. Il ne peut y avoir de solution globale, et encore moins de solution fédérale uniforme pour les régions et cantons multilingues.

En bref : le fédéralisme a la priorité et cette priorité s'applique formellement en vertu de la Constitution fédérale. Elle est particulièrement importante en raison des différentes langues parlées dans le pays. Elle est également décisive sur le fond, afin que les effets positifs de la concurrence se répercutent également dans l'école primaire. Par conséquent, la primauté du fédéralisme s'applique également aux propositions faites dans le présent document.

2.2 Les élèves doivent maîtriser la langue d'enseignement.

Une connaissance suffisante de la langue d'enseignement doit devenir une condition sine qua non pour participer aux cours réguliers.

Un test de langue avant le début de l'école primaire doit devenir obligatoire. Les enfants qui échouent à ce test doivent passer une année supplémentaire dans une classe préparatoire.

Les enfants qui ne possèdent pas de connaissances linguistiques suffisantes doivent les acquérir dans des classes préparatoires spéciales. Concrètement, cela signifie l'introduction de classes d'allemand, de français, d'italien ou de romanche (selon la langue d'enseignement) là où la forte proportion d'immigrés rend difficile l'enseignement dans la langue d'enseignement. Ces classes doivent proposer un enseignement intensif dans la langue d'enseignement (au moins 20 leçons par semaine) et préparer systématiquement les enfants à l'enseignement régulier.

Les parents doivent être tenus de veiller à ce que leurs enfants apprennent suffisamment la langue d'enseignement, notamment en assurant leur assiduité à ces cours. Les enfants allophones en âge préscolaire sont tenus de suivre des cours d'initiation précoce à la langue, où ils sont initiés à la langue nationale de manière ciblée et ludique.

Les familles qui ne respectent pas cette obligation doivent être sanctionnées, pouvant aller jusqu'au retrait du permis de séjour.

2.3 La responsabilité parentale doit être appliquée

Les parents doivent à nouveau être mis à contribution. L'éducation des enfants relève avant tout de la famille, et non de l'État. Cela nécessite des règles claires et une application cohérente.

Les parents doivent être informés des progrès et des problèmes de leurs enfants et participer activement à la résolution des problèmes. Les parents doivent coopérer avec l'école. Des mesures doivent être élaborées afin d'inciter les parents à coopérer. Des mesures doivent également être mises en œuvre en cas de manque de coopération. En cas d'infractions répétées, le permis de séjour des familles étrangères doit être retiré.

En cas de délits violents ou de problèmes disciplinaires graves, les parents doivent être tenus pour responsables. Ils doivent prendre en charge les dommages causés par leurs enfants.

2.4 La proportion d'enfants allophones dans les classes doit être limitée.

Il faut mettre un terme à l'immigration de masse incontrôlée. Le système scolaire est également concerné par ce problème ; en effet, il ne peut pas fournir indéfiniment des prestations d'intégration sans en subir les conséquences négatives.

Il est nécessaire de fixer un plafond pour la proportion d'étrangers dans les classes. Diverses études montrent que lorsque la proportion d'élèves allophones dans une classe dépasse un certain seuil, les résultats scolaires de tous les élèves baissent de manière significative. C'est logique : lorsqu'il y a trop d'enfants allophones dans une classe, l'intégration est impossible et la qualité de l'enseignement en pâtit.

Dans une importante étude réalisée par Cattaneo et Wolter (2015)⁵, le concept de ces seuils est examiné de manière dynamique dans le cadre de la composition scolaire. Les auteurs ont identifié que les changements positifs dans la politique migratoire étaient en partie dus au fait que la proportion d'élèves ne parlant pas la langue du test avait été réduite dans de nombreuses écoles en dessous des seuils critiques qui ont un impact négatif sur les performances des élèves. On peut aujourd'hui partir du principe que ce seuil est fixé à 30% par classe.

L'immigration doit à nouveau s'orienter vers les besoins de la Suisse. Seule la main-d'œuvre qualifiée, capable d'apporter une contribution à la société, doit être admise. Il faut mettre un terme à l'immigration incontrôlée vers les systèmes sociaux.

2.5 La performance individuelle doit être récompensée

L'UDC exige un retour systématique et complet au principe du mérite dans l'école primaire suisse. L'éducation passe par la tête, le cœur et les mains et doit permettre aux individus de mener leur vie de manière autonome et réussie. Cela nécessite des normes de performance claires et mesurables ainsi qu'une évaluation transparente et équitable des performances des élèves.

Concrètement, cela signifie la réintroduction immédiate des notes dès la 2^e année, dans tous les cantons. La suppression idéologique des notes dans différents cantons a conduit à un affaiblissement des exigences en matière de performance. Les enfants ont besoin d'un retour clair sur leurs performances afin de pouvoir s'orienter et s'améliorer.

La réintroduction des classes par année d'âge est indispensable. L'expérience des classes mixtes s'est avérée être une erreur qui désavantage tant les élèves faibles que les élèves forts. Dans les classes traditionnelles par année d'âge, les enseignants peuvent s'adapter de manière ciblée au niveau de développement des enfants et fixer des objectifs d'apprentissage appropriés.

Les tests de performance et les examens comparatifs doivent être réintroduits afin de créer des critères objectifs. Ces tests ne doivent pas servir à discriminer, mais à garantir la qualité et à identifier les besoins en matière de soutien. Les écoles qui obtiennent de bons résultats doivent servir de modèles et mettre leurs méthodes à la disposition d'autres écoles.

2.6 L'école publique doit se concentrer sur l'essentiel

L'école doit se recentrer sur sa mission première : transmettre des connaissances de base solides et des compétences fondamentales. Concrètement, il s'agit du calcul, de la lecture et de l'écriture.

En mathématiques, le calcul mental doit retrouver une place centrale. Les enfants doivent connaître par cœur les tables de multiplication avant d'utiliser une calculatrice. Quinze minutes

⁵ Cattaneo, M. A., & Wolter, S. C. (2015). Better migrants, better PISA results: Findings from a natural experiment. *IZA Journal of Development and Migration*, 4(1), 1-19.

de calcul mental suffisent pour que les élèves obtiennent des résultats supérieurs à la moyenne en mathématiques.

Dans le domaine de l'apprentissage des langues, l'orthographe doit à nouveau être systématiquement exercée. Le concept de « l'écriture phonétique » a donné naissance à une génération d'élèves incapables d'écrire correctement. Il faut plutôt réintroduire des méthodes éprouvées telles que les dictées, les exercices d'orthographe et l'apprentissage systématique de la grammaire.

La mémorisation de poèmes, de chansons et de textes importants doit être à nouveau encouragée. Cette méthode entraîne la mémoire et transmet des connaissances culturelles.

D'une manière générale, il faut mettre beaucoup plus l'accent sur l'internalisation et l'entraînement – y compris la répétition – de ce qui a été appris. Les élèves ne doivent pas seulement apprendre, ils doivent s'approprier ce qu'ils ont appris.

L'école primaire n'est pas le lieu approprié pour aborder des thèmes pseudo-scientifiques « woke » et « liés au genre ». Il convient notamment de renoncer, pour des raisons idéologiques, à l'utilisation incorrecte de signes de ponctuation étrangers à la langue allemande à l'intérieur des mots et à des formulations alambiquées. Les idéologies extrémistes liées aux thèmes LGBTQ+ n'ont pas leur place à l'école primaire en particulier. L'éducation sexuelle relève avant tout de la responsabilité des parents. L'école peut apporter son soutien, mais les compétences éducatives des parents doivent être préservées. La question de l'identité sexuelle et des préférences sexuelles ne relève pas de la compétence de l'école.

2.7 Il faut renforcer le rôle de l'enseignant

L'enseignant doit retrouver son statut d'autorité respectée dans la salle de classe. Cela nécessite à la fois des changements structurels et un renforcement de la valorisation sociale de la profession enseignante.

Concrètement, les enseignants doivent à nouveau avoir le droit d'exclure les élèves perturbateurs de la classe sans avoir à passer par de longues procédures bureaucratiques. Un exemple tiré du canton de Schwyz montre comment cela fonctionne : là-bas, les enseignants peuvent immédiatement envoyer les élèves perturbateurs dans une salle séparée, où ils doivent travailler sous surveillance.

La charge administrative des enseignants doit être considérablement réduite. Au lieu de passer des heures chaque jour à remplir des formulaires et à remplir des documents, les enseignants doivent à nouveau avoir du temps pour préparer leurs cours et s'occuper individuellement de leurs élèves. Une réduction d'au moins 50% de la bureaucratie est à la fois réaliste et nécessaire.

Les mesures disciplinaires doivent redevenir possibles et efficaces. Les heures de retenue, les devoirs supplémentaires ou l'exclusion temporaire de l'école sont des moyens éprouvés qui ont fait leurs preuves. La crainte d'être accusé de « discrimination » ne doit pas conduire à tolérer le manque de discipline.

2.8 L'enseignement intégratif a échoué et doit être abandonné

L'enseignement intégratif doit être immédiatement abandonné et remplacé par des structures différenciées éprouvées. La réintroduction de classes spéciales pour les élèves ayant des besoins particuliers est indispensable.

Concrètement, cela signifie la création de classes spécialisées pour différents besoins : petites classes pour les élèves en difficulté, classes de soutien pour les élèves surdoués, classes comportementales pour les élèves ayant des problèmes de discipline et classes linguistiques pour les enfants allophones. Cette différenciation permet d'encourager chaque élève de manière optimale.

La taille des classes doit être réduite, mais pas par le biais d'un double encadrement coûteux, mais par une répartition efficace des classes. L'idéal est d'avoir des classes de 18 à 20 élèves, dans lesquelles un enseignant peut travailler efficacement.

2.9 Lehrplan21 doit être revu en profondeur

Lehrplan21 doit être entièrement révisé et considérablement allégé. Au lieu de 300 compétences vagues, il faut des objectifs d'apprentissage clairs et compréhensibles qui se concentrent sur l'essentiel.

Un nouveau programme scolaire ne devrait pas dépasser 50 pages et être rédigé dans un langage compréhensible. Les objectifs d'apprentissage doivent être formulés de manière concrète et mesurable. Exemple : « Les élèves sont capables de réciter sans erreur les tables de multiplication » au lieu de « Les élèves possèdent des compétences dans le domaine des opérations mathématiques de base ».

La structure des matières doit à nouveau être clairement définie. Au lieu de « domaines de compétences » flous, il faut des matières traditionnelles : allemand (ou la langue d'enseignement selon la région), mathématiques, sciences naturelles, histoire, géographie, musique, dessin, gymnastique et travaux manuels. L'histoire et les coutumes de la Suisse doivent également être enseignées. Cette structure a fait ses preuves depuis des décennies et est compréhensible pour toutes les parties concernées.

L'emploi du temps doit à nouveau être équilibré. La langue de la région et les mathématiques doivent occuper la plus grande partie, suivies des autres matières fondamentales. Les matières

idéologiques telles que « l'éducation au développement durable » n'ont pas leur place à l'école primaire.

2.10 La qualité de l'école doit être garantie par des évaluateurs externes

Un système de contrôle qualité externe doit être mis en place afin de surveiller et d'améliorer la qualité de l'enseignement. Cela peut se faire par le biais d'inspecteurs cantonaux de l'éducation qui visitent et évaluent régulièrement les écoles.

Ces inspecteurs ne doivent pas contrôler les processus bureaucratiques, mais évaluer la qualité réelle de l'enseignement. Ils doivent assister à des cours, vérifier les performances des élèves et faire des propositions d'amélioration concrètes.

Les écoles qui obtiennent de bons résultats doivent être récompensées, tandis que celles qui obtiennent de mauvais résultats doivent bénéficier d'un soutien supplémentaire. Il convient d'examiner comment un classement des écoles selon des critères de performance peut favoriser la concurrence et améliorer la qualité.

2.11 Il faut promouvoir le fédéralisme en matière d'éducation ; les programmes nationaux doivent être supprimés.

La souveraineté en matière d'éducation doit être entièrement restituée aux cantons. La centralisation insidieuse opérée par la CDIP doit être stoppée et inversée.

Chaque canton doit à nouveau avoir le droit d'élaborer son propre programme scolaire, de choisir ses propres supports pédagogiques et de fixer ses propres normes éducatives. La concurrence entre les cantons contribuerait à améliorer la qualité.

Le rôle de la CDIP doit être limité à sa fonction initiale de coordination. Elle ne doit plus imposer de directives contraignantes ni sanctionner les cantons qui souhaitent suivre leur propre voie.

La Suisse doit se libérer de la tutelle des organisations internationales. Les tests PISA et autres comparaisons internationales ne doivent plus servir de base aux réformes de l'éducation.

La tradition éducative suisse est couronnée de succès et a fait ses preuves. Elle n'a pas besoin d'être « modernisée » selon les directives de l'OCDE par exemple. Au contraire, ce sont les autres pays qui devraient s'inspirer de la Suisse.

La participation aux programmes éducatifs internationaux doit devenir facultative. Les cantons qui souhaitent y participer peuvent le faire, mais aucun canton ne doit y être contraint.

2.12 La formation des enseignants doit être axée sur la pratique

La formation des enseignants doit être profondément réformée. Au lieu de sciences de l'éducation théoriques, il faut davantage de pratique et de connaissances spécialisées.

Tous les enseignants des hautes écoles pédagogiques doivent avoir au moins 5 ans d'expérience dans l'enseignement en tant que professeurs principaux. Les théoriciens sans expérience pratique ne devraient pas être autorisés à former des enseignants.

Les études doivent à nouveau être davantage axées sur les connaissances spécialisées. Un enseignant du primaire doit avoir de solides connaissances dans la langue d'enseignement et en mathématiques avant d'apprendre les théories pédagogiques.

Il faut mettre un terme à la suracadémisation de la profession enseignante. Un bachelor suffit pour les enseignants du primaire, un master n'est pas nécessaire. Les compétences pratiques et le plaisir de travailler avec les enfants sont plus importants.

2.13 Le financement de l'école doit être axé sur l'efficacité et les résultats

Les dépenses en matière d'éducation doivent être systématiquement concentrées sur les domaines réellement pertinents pour l'éducation. Au lieu de gaspiller de l'argent pour la bureaucratie et des programmes idéologiques, les fonds doivent être investis dans des enseignants qualifiés et des supports pédagogiques éprouvés.

Une part aussi importante que possible des moyens financiers alloués à l'école doit être consacrée à l'enseignement. Les dépenses liées à l'administration, au conseil et à des projets parfois très discutables doivent être réduites. Une réduction des dépenses consacrées aux conseillers pédagogiques, aux coachs et aux experts externes libérerait des fonds pour le matériel pédagogique, la réduction des effectifs dans les classes et les constructions.

2.14 Il faut une répartition des moyens axée sur les performances

La répartition des fonds devrait être basée sur les résultats scolaires réels. Les écoles et les cantons qui obtiennent de bons résultats devraient être récompensés, tandis que les systèmes peu performants devraient revoir leurs méthodes.

Un système de primes pour les écoles performantes inciterait à améliorer la qualité. Les écoles qui améliorent leurs performances pourraient recevoir des moyens supplémentaires pour développer leurs méthodes efficaces.

Dans le même temps, les écoles qui obtiennent de mauvais résultats malgré des dépenses élevées doivent repenser leurs stratégies. Un conseil externe fourni par des écoles performantes pourrait aider à adopter des pratiques éprouvées.

2.15 Il faut du contenu hors ligne, des interactions et des activités manuelles

Un temps d'écran trop important, en particulier à l'âge de l'école primaire, réduit la capacité d'attention et a un impact négatif sur la réussite scolaire. L'utilisation des téléphones portables devrait être totalement interdite pendant les heures de cours. Les smartphones sont une distraction constante et empêchent les enfants de se concentrer sur les cours.

L'utilisation des outils numériques doit être ciblée et limitée. Les outils numériques ne doivent pas remplacer le contact personnel entre les enseignants et les élèves ni l'enseignement traditionnel.

L'école doit inciter les élèves à travailler, jouer et discuter ensemble. À l'école, les élèves apprennent à socialiser et découvrent les valeurs, les règles et les institutions de la vie en communauté.

Les compétences manuelles, c'est-à-dire les activités artisanales, le dessin et le travail manuel, sont tout aussi importantes. Les élèves doivent apprendre à fabriquer des objets de leurs propres mains, car cela leur ouvrira de nombreuses possibilités pour l'avenir. C'est également une partie importante de l'apprentissage.

Les matières manuelles telles que le travail manuel, l'économie domestique et les travaux d'aiguille doivent être renforcées. Ces matières transmettent des compétences pratiques et encouragent la créativité. Elles sont également importantes pour l'orientation professionnelle et montrent aux élèves des voies alternatives à la carrière universitaire.

Dans de nombreuses écoles, ces matières ont été supprimées ou réduites au profit de la numérisation. C'est une erreur qui doit être corrigée. Les enfants ont besoin d'expériences tactiles et doivent apprendre à travailler avec leurs mains.

2.16 La promotion des talents doit faire partie intégrante de la mission scolaire

Outre la correction des lacunes, l'école doit également encourager les aptitudes et les talents. Dans le système actuel, les enfants surdoués sont souvent négligés et s'ennuient à mourir. C'est un gaspillage de potentiel que la Suisse ne peut se permettre.

Il faut réintroduire des classes spéciales pour les élèves surdoués. Ces enfants ont besoin de tâches plus exigeantes et d'un rythme d'apprentissage plus soutenu. Une classe pour élèves surdoués a été créée dans une école zurichoise et les résultats sont impressionnants : les élèves sont motivés, obtiennent d'excellents résultats et développent leur potentiel de manière optimale.

La différenciation doit également être possible dans les classes ordinaires. Les élèves forts doivent recevoir des tâches supplémentaires, tandis que les élèves plus faibles doivent bénéficier d'un soutien accru. Cela nécessite des classes plus petites et une plus grande flexibilité dans l'enseignement.

Les concours dans différentes matières doivent être encouragés. Ils motivent les élèves à donner le meilleur d'eux-mêmes et montrent que la performance est récompensée. La Suisse a une longue tradition dans les olympiades de mathématiques et de sciences, qui doit être renforcée.

2.17 Une orientation professionnelle précoce ouvre des perspectives

L'orientation professionnelle doit commencer dès l'école primaire. Les enfants doivent découvrir différents métiers et comprendre les compétences requises pour les exercer. Cela les aide à choisir leur future profession et les motive à apprendre.

Des visites d'entreprises, des salons professionnels et des entretiens avec des professionnels doivent être organisés régulièrement. Les élèves doivent comprendre que toutes les voies ne passent pas par le lycée et que les métiers manuels ont autant de valeur que les métiers intellectuels.

La formation professionnelle duale est un modèle de réussite en Suisse et doit être renforcée. Cette forme de formation doit être promue dès l'école primaire. Les stages doivent être encouragés et soutenus.

2.18 Les enfants doivent rester actifs

Il faut accorder davantage d'importance à la santé physique des enfants. L'éducation physique doit être prise au sérieux et ne pas être sacrifiée au profit d'autres matières. Trois cours de sport par semaine constituent le minimum requis. Des pauses supplémentaires consacrées à l'activité physique et à la détente active doivent être intégrées dans le quotidien scolaire.

3. Conclusion : se concentrer sur les atouts de la Suisse

La Suisse dispose d'un système éducatif qui s'est développé au fil du temps et qui présente de nombreux atouts auxquels il ne faut pas renoncer à la légère. La formation professionnelle duale, le fédéralisme et la proximité entre l'école et la commune sont des modèles de réussite admirés à l'échelle internationale.

Au lieu d'affaiblir ces atouts, il convient de les développer et de les moderniser. La Suisse n'a pas besoin d'une révolution dans le domaine de l'éducation, mais d'une évolution qui préserve ce qui a fait ses preuves et le développe avec prudence.

Les structures à petite échelle de la Suisse permettent de réagir rapidement aux problèmes et de développer des solutions innovantes. Cette flexibilité est un avantage qui ne doit pas être détruit par la centralisation.

L'école primaire suisse est à un tournant. Soit elle parvient à mettre en œuvre les réformes nécessaires et à assainir le système, soit la qualité de l'éducation continuera de baisser et mettra en péril l'avenir de nos enfants.

Avec cette prise de position, l'UDC a présenté un plan de réforme complet, basé sur des principes éprouvés et proposant des solutions réalisables. Ces propositions ne sont ni radicales ni

irréalistes, mais s'inspirent de ce qui a fonctionné dans le passé et de ce qui est pratiqué dans d'autres systèmes éducatifs performants.

Le mandat d'action est clair :

1. Retour à la fonction première : la fonction de qualification de l'école doit redevenir une priorité.
2. Élimination de l'idéologie : la désorganisation due à l'idéologie doit être éliminée.
3. Rétablissement de l'efficacité du système : des mesures sont nécessaires pour contrôler le système et garantir la compétitivité future de la Suisse.

La mise en œuvre de ces réformes exige du courage politique et la volonté de s'imposer face à la résistance. De nombreux groupes d'intérêt tenteront d'empêcher les changements nécessaires, car ils profitent de la situation actuelle. Le temps des hésitations et des expérimentations est révolu. L'heure est venue d'agir. L'école primaire suisse peut et doit redevenir un modèle de réussite que d'autres pays admirent et souhaitent imiter.

Annexe : Aperçu et regroupement des propositions formulées dans la 2^e partie

Groupe	Proposition	Objectif
I. Priorité aux compétences clés et principe de performance	2.5 Les performances individuelles doivent être récompensées (notes, classes d'âge).	Renforcement des qualifications
	2.6 L'école primaire doit se concentrer sur l'essentiel (calcul, lecture, mémorisation).	
	2.9 Lehrplan21 doit être remanié de manière cohérente (objectifs d'apprentissage clairs et mesurables).	
II. Système fédéral de contrôle et efficacité	2.1 Le fédéralisme prime (pas de réglementation fédérale)	Remédier à la désorganisation
	2.9 Lehrplan21 doit être révisé en profondeur (simplification, fin du charabia sur les compétences).	
	2.8 L'enseignement intégratif (inclusif) a échoué et doit être abandonné (réintroduction des classes spécialisées)	
	2.11 Il faut promouvoir le fédéralisme en matière d'éducation (réduire le rôle de la CDIP)	
III. Intégration ciblée et résilience du système	2.2 Les élèves doivent maîtriser la langue d'enseignement (test de langue, classes préparatoires).	Contrôle et stabilisation du système

	2.4 La proportion d'enfants allophones dans les classes scolaires doit être limitée (seuils).	
IV. Renforcement du rôle des enseignants et clarté normative	2.18 Les enfants doivent rester actifs (3 cours d'éducation physique, pauses actives)	Renforcement de la socialisation
	2.3 La responsabilité parentale doit être appliquée (sanctions, réunions parents-professeurs obligatoires).	
	2.7 Il faut renforcer le pouvoir des enseignants (droit d'expulser les élèves perturbateurs, réduction de la bureaucratie).	
	2.10 La qualité de l'école doit être garantie par des évaluateurs externes (contrôle de la qualité de l'enseignement).	
	2.16 La promotion des talents doit faire partie intégrante de la mission scolaire (promotion des élèves les plus doués).	
V. Allocation des ressources tournée vers l'avenir	2.12 La formation des enseignants doit être axée sur la pratique (5 ans d'expérience dans l'enseignement pour les enseignants).	Facteurs économiques
	2.13 Le financement de l'école doit être axé sur l'efficacité et les résultats (fin du gaspillage financier)	
	2.14 Il faut une répartition des moyens axée sur les performances (système de bonus pour les écoles performantes).	
	2.15 Il faut du contenu hors ligne, des interactions et des activités manuelles (interdiction des téléphones portables, renforcement des travaux manuels).	
	2.17 Une orientation professionnelle précoce ouvre des perspectives (renforcer la formation professionnelle duale)	